

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 ANNECY

Annecy, le **11 DEC. 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ELEMAN BOIS (ex Farizon)**

4 impasse de la source  
74200 Thonon-Les-Bains

Références : 20251202\_RAP\_InspELEMAN-BOIS\_THONON\_v2  
Code AIOT : 0010800204

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement ELEMAN BOIS implanté 4 impasse de la source 74200 Thonon-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour objet la vérification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019 demandant la réalisation d'un deuxième piézomètre en vue de la surveillance des eaux souterraines.

Lors de l'inspection du 3 avril 2024, il avait été constaté que l'arrêté de mise en demeure du 19/11/2019 n'avait pas été totalement respecté, car le second piézomètre n'avait pas été réalisé.

Par conséquent, une consignation de la somme de 8 000 euros a été prescrite par arrêté préfectoral du 18 juin 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ELEMAN BOIS (ex Farizon)
- 4 impasse de la source 74200 Thonon-les-Bains
- Code AIOT : 0010800204
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ELEMAN bois est spécialisé dans la fabrication de charpentes, couvertures et ossatures bois. Suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise SAS FARIZON, la société ELEMAN BOIS a déclaré succéder à l'ancien exploitant par courrier du 31 janvier 2022.

Ce changement d'exploitant a transféré la responsabilité de l'ensemble des actes administratifs applicables au site :

- arrêté préfectoral n° 2002 du 14 du 7 janvier 2002 autorisant l'exploitation d'une installation de traitement du bois au moyen d'un bac de trempage de 16 900 litres et les installations de travail du bois sont soumises à déclaration,
- arrêté préfectoral complémentaire n°2012135-0018 du 14 mai 2012 fixant des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance des eaux souterraines à exercer sur l'installation de traitement du bois,
- arrêté de mise en demeure du 19 novembre 2019 imposant d'implanter un piézomètre en aval hydraulique du bac de traitement et de stocker sur rétention les conteneurs de produit concentré.

A noter qu'un arrêté de consignation de somme du 9 mars 2021, suite au constat de l'inobservation des deux articles de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, avait été prescrit à l'entreprise FARIZON. L'entreprise ayant été liquidée, les titres de perception émis à l'égard de cette entreprise ne sont plus valides.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Analyse des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/05/2012, article 2.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
5	Transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 1.3	Sans objet
2	second piézomètre	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 1	Levée de consignation, Levée de mise en demeure
3	rapport de fin des travaux	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de faire le point sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019 imposant d'implanter un piézomètre en aval hydraulique du bac de traitement et de stocker sur rétention les conteneurs de produit concentré.

Pour rappel, lors de la visite du 3 avril 2024, il avait été constaté que le stockage du produit de traitement du bois est limité au strict minimum et réalisé sur rétention.

Le jour de la visite du 2 décembre 2025, il a été constaté que le 2<sup>e</sup> piézomètre a bien été réalisé.

Ainsi, l'arrêté de mise en demeure du 19 novembre 2019 est intégralement respecté. Il est donc proposé au Préfet la déconsignation de la somme consignée. Un projet d'arrêté préfectoral de déconsignation est joint en annexe.

Considérant que l'exploitant ne réalise pas la surveillance des eaux souterraines depuis 2019, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/05/2012 en procédant à des analyses des eaux souterraines à une fréquence semestrielle (en période de hautes eaux et de basses eaux) sur les deux piézomètres du site.

Le niveau piézométrique devra être relevé systématiquement et les paramètres recherchés sont les suivants :

- Tebuconazole ;
- propiconazole ;
- perméthrine.

L'exploitant transmettra **sous un mois** le bon de commande validé et signé avec un laboratoire pour effectuer ces analyses, les prochains prélèvements, devront être réalisés avant **fin mars 2025** (période de basses eaux) et les prochains résultats d'analyses, devront être transmis avant **fin avril 2025**.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 1.3			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, activités exercées			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :			
N° de rubrique	Activité	Niveau présent sur le site	Régime : A : Autorisation D : Déclaration
2415.1	Bac pour la mise en œuvre des produits de préservation du bois	V = 16 900 litres	A
2410.2	Atelier où l'on travaille le bois	P= 120 kW	D
<b>Constats :</b>			
Les activités exercées sur le site n'ont pas changé.			

<p>Toutefois, depuis l'arrêté ministériel du 02/03/2023 qui a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation de traitement du bois n'est plus soumise au régime de l'autorisation mais à celle de l'enregistrement.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/03/2023 s'appliquent aux installations existantes selon le calendrier de l'article 1.1.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre connaissance de l'arrêté ministériel du 02/03/2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) qui s'applique à son site en sus des arrêtés préfectoraux de 2002 et 2012 qui réglementent le site.</p> <p><a href="https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047259992">https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047259992</a></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : second piézomètre

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/11/2019, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté,</b> le directeur de la S.A.S. Etablissements FARIZON, n° SIRET 33430196700025, dont le siège social est établi 4 Impasse de la Source - 74 200 THONON LES BAINS, est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 2-6-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2002-14 du 07 janvier 2002 modifié par l'arrêté complémentaire n° 2012135-0018 du 14 mai 2012, en implantant un piézomètre en aval hydraulique du bac de traitement, conformément au plan joint en annexe à l'arrêté complémentaire n° 2012135-0018 du 14 mai 2012.</p> <p>Le forage sera réalisé dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-NF X31-614 du 15 décembre 2017.</p> <p>Ce forage devra descendre entre 1,5 m et 2 m sous le niveau des plus basses eaux de la nappe.</p> <p><b><u>Arrêté préfectoral de consignation de somme du 18/06/2024</u></b></p> <p>Article 1. MONTANT DE LA CONSIGNATION</p> <p>La société ELEMAN BOIS, sise sur le territoire de la commune de THONON-LES-BAINS, 4 impasse de la source - 74 200 est tenue de consigner la somme de <b>8 000 € [huit mille euros]</b> répondant du coût des travaux prévus par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2019 susvisé. La date d'appel de fonds est fixée au 1<sup>er</sup> décembre 2024.</p> <p>A cet effet, un titre de perception d'un montant de 8 000 € euros sera rendu exécutoire à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2024 auprès du Trésor Public.</p> <p>Article 2. DÉCONSIGNATION</p> <p>Après constats par l'inspection des installations classées de la bonne réalisation des travaux, les sommes consignées pourront être restituées à la société ELEMAN BOIS au fur et à mesure de l'exécution par l'exploitant des mesures prescrites.</p> <p>Ces sommes feront l'objet d'un arrêté de déconsignation.</p>

**Constats :****constat de l'inspection du 03/04/2024**

Lors de l'inspection, l'exploitant nous a montré le premier ouvrage de surveillance, situé dans l'angle Nord du site, en aval hydraulique du bac de traitement. Depuis le passage sur site de M. PORTMANN en avril 2022, Mme BIRON a confirmé avoir commencé les démarches pour la réalisation du second piézomètre requis dans l'arrêté préfectoral du site mais n'a pu aboutir. Elle garde la volonté de mettre en place cet ouvrage rapidement.

Le deuxième piézomètre devra être implanté selon le plan joint en annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mai 2012 et reproduit ci-dessous :

Une consignation de la somme répondant du montant des travaux est proposée en ce sens.

**constat de l'inspection du 02/12/2025**

Il a été constaté la présence d'un deuxième piézomètre dénommé "Pz 2" sur le site.

L'exploitant a effectué les travaux demandés dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/11/2019. La consignation de somme peut être levée et un arrêté préfectoral de déconsignation de somme est joint au présent rapport.

Il a également été vérifié que le piézomètre n°1 est accessible mais celui-ci n'est pas cadenassé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de cadenasser le piézomètre n°1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de consignation, Levée de mise en demeure

**N° 3 : rapport de fin des travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines ou pour effectuer un prélèvement de plus de 80 m<sup>3</sup>/h, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;
- pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou

<p>tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués ...) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 13 pour ceux qui sont abandonnés ;</li> <li>- le résultat des pompages d'essais, leur interprétation et l'évaluation de l'incidence de ces pompages sur la ressource en eau souterraine et sur les ouvrages voisins suivis conformément à l'article 9 ;</li> <li>- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant.</li> </ul> <p>Lorsque l'eau dont le prélèvement est envisagé est destinée à la consommation humaine, seules sont à fournir au titre du présent arrêté les informations relatives aux sondages de reconnaissance préalable, les prescriptions relatives à l'exécution et à l'équipement de l'ouvrage définitif étant fixées par l'arrêté individuel d'autorisation de prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, le jour de la visite, la facture de la société KAENA en date du 07/11/2025 pour la mise en œuvre d'un piézomètre.</p> <p>Il a transmis le rapport de fin de travaux du 06/11/2025 de la société KAENA contenant la coupe géologique et indiquant les caractéristiques du forage notamment sa profondeur qui est de 20,2 mètres et le niveau d'eau de la nappe rencontré à 13,02 mètres. La localisation du piézomètre est bien indiquée sur un plan.</p> <p>La société KAENA a confirmé, le 3 décembre par courriel, que la déclaration à la banque du sous-sol a été faite par ses soins.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Analyse des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/05/2012, article 2.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le niveau piézométrique sera relevé et les paramètres seront analysés, conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur, à fréquence d'une fois par an en période de hautes eaux et d'une fois par an en période de basses eaux.</p> <p>Les paramètres recherchés dans les eaux souterraines seront les substances actives contenues dans les produits de préservation du bois, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tebuconazole ;</li> <li>• propiconazole ;</li> <li>• perméthrine.</li> </ul> <p>A chaque changement de produit de préservation du bois de substance active ou de solvant, l'exploitant devra informer l'inspecteur des installations classées en lui présentant la liste mise à</p>

<p>jour des paramètres recherchés dans les eaux souterraines.</p> <p>L'inspecteur des installations classées validera la liste des substances actives qui devront être recherchées par analyses dans les eaux souterraines.</p> <p>Le cas échéant, la surveillance de la qualité des eaux souterraines pourra être renforcée ou allégée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat 2024 :</u></b></p> <p>La surveillance des eaux souterraines sera rétablie en respectant la périodicité (2 fois par an en période de haute et basse eaux) et les paramètres à rechercher. Les justificatifs seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b><u>Constat de l'inspection du 02/12/2025</u></b></p> <p>La dernière analyse des eaux souterraines communiquée à l'inspection des installations classées est celle du 05/11/2019 réalisée par SAVOIE LABO qui indiquait un niveau piézométrique à 14,7 mètres et démontrait l'absence de tebuconazole, propiconazole ou perméthrine.</p> <p>Depuis novembre 2019, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses des eaux souterraines.</p> <p>Il a été constaté que le produit utilisé est toujours SARPECO-9-PLUS, le bac de traitement est étiqueté correctement et le produit est stocké sur rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Considérant que l'exploitant ne réalise pas la surveillance des eaux souterraines depuis 2019, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/05/2012 en procédant à des analyses des eaux souterraines à une fréquence semestrielle (en période de hautes eaux et de basses eaux) sur les deux piézomètres du site.</p> <p>Le niveau piézométrique devra être relevé systématiquement et les paramètres recherchés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tebuconazole ;</li> <li>• propiconazole ;</li> <li>• perméthrine.</li> </ul> <p>L'exploitant transmettra <b>sous un mois</b> le bon de commande validé et signé avec un laboratoire pour effectuer ces analyses, les prochains prélèvements, devront être réalisés avant <b>fin mars 2025</b> (période de basses eaux) et les prochains résultats d'analyses, devront être transmis avant <b>fin avril 2025</b>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>



**N° 5 : Transmission des résultats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.  <b>Article 2.6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5/05/2012 :</b> Transmission des résultats Le résultat des analyses ainsi que de la mesure du niveau piézométrique seront transmis à l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes au plus tard 1 mois après leur réalisation.  Les résultats seront systématiquement accompagnés des commentaires de l'exploitant sur l'évolution observée (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), et le cas échéant sur les origines d'une pollution constatée et les propositions de traitement éventuel. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant déterminera par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises en envisagées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'ayant pas fait d'analyses des eaux souterraines depuis 2019, il n'a donc pas transmis de rapport d'analyses depuis cette date (cf. constat n°4).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre dorénavant les rapports d'analyses de surveillances des eaux souterraines à l'inspection des installations classées, via l'application internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).  Pour ce faire, il devra, au préalable, créer un compte sur la plateforme MONAIOT : ( <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere</a> ).  Les droits d'accès à GIDAF ont été ouverts à M. David MAITRIAS (contact@elemanbois.com) le 02/12/2025 et le cadre de surveillance existe depuis octobre 2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois